

FRAGILE FRANCOPHONIE

«Nous sommes cent quatre-vingts millions de francophones dans le monde» proclamait voici déjà vingt ans le bon Julos Beaucarne. À l'heure où nos amis Français s'amuse des bouffées de nationalisme linguistique de leur ministre de la Culture et où les francophones de chez nous se cherchent vaille que vaille des perspectives d'avenir entre les revendications malveillantes de leurs voisins du Nord et les visées régionalistes de leurs frères wallons, il n'est pas sans intérêt de prendre un peu de recul pour examiner ce qu'il en est aujourd'hui de la situation des francophones dans le monde.

D'abord, on remarquera que les cent quatre-vingts millions de Julos sont désormais plus de deux-cents millions, et comptent une grosse moitié de francophones d'adoption, qui parlent le français comme langue seconde ou officielle. On rappellera aussi que, si le français n'est que la onzième langue la plus parlée dans le monde, elle n'en est pas moins diffusée dans des lieux extrêmement divers et constitue à ce titre «une langue de travail, en principe à égalité avec l'anglais, de plusieurs institutions internationales, notamment celles qui relèvent de l'ONU» (je reprends ça au *Grand Larousse encyclopédique*).

Mais la francophonie n'est pas seulement l'ensemble des gens qui parlent le français : elle est aussi devenue, sous l'impulsion des derniers présidents de la

République française, une entité culturelle et politique, voire, si l'on en croit toujours le *Grand Larousse*, «un état d'esprit et un sentiment d'appartenance, un mouvement auquel est attaché le nom d'un L. S. Senghor, et un engagement en faveur de la langue française comme espace linguistique commun pour la rencontre des hommes et des cultures». C'est ainsi que la francophonie possède ses institutions et ses relais : l'Alliance française, le C.I.L.F. (Conseil international de la langue française), l'A.C.C.T. (Agence pour la coopération culturelle et technique), l'A.U.P.E.L.F. (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), la F.I.P.F. (Fédération internationale des professeurs de français), la biennale de la langue française, la C.R.P.L.F. (Communauté des radios publiques de langue française), la chaîne de télévision TV5, etc.

N'empêche, il existe cent façons d'être francophone, et un accord assez large existe aujourd'hui pour dire que la francophonie ne peut survivre et se développer que si ses états membres s'attachent à promouvoir chacun à leur manière une manière riche et personnelle de faire vivre la langue, en particulier par le biais de la création littéraire. Pour ce faire, il serait temps que les francophones de tous les pays rompent avec cette fascination exclusive à l'égard des écrivains du seul Hexagone, qui existe encore si souvent

dans notre Belgique pourtant jalouse de son indépendance... Comment expliquer que nos programmes d'enseignement persistent à faire une place des plus discrètes à l'étude de nos auteurs nationaux — pour ne pas parler de la place qu'ils réservent aux autres auteurs francophones hors de France ?

Pourtant, qui contesterait que De Coster, Ghelderode, Baillon, Gevers, Hébert, Maillet, Senghor, Césaire, Ben Jelloun, Glissant, Depestre, aient contribué tout autant, voire davantage, à enrichir la langue française que les auteurs du panthéon français ?

Le beau concept de francophonie, à vrai dire, est exposé depuis qu'il existe, et peut-être plus que jamais aujourd'hui, à une série de difficultés très réelles qui en font, par-delà l'usage ronronnant qu'on en fait volontiers, un édifice des plus fragiles. Trois problèmes en particulier me frappent, qui me paraissent constituer autant de défis pour les francophones responsables.

1. Le premier problème est que la francophonie est avant tout une valeur culturelle ; les politiques d'expansion des matières francophones ne concernent que la langue, la littérature et leur enseignement. Or la préoccupation des politiques, c'est un truisme de le rappeler, est plus

tournée vers l'économiquement rentable que vers les actions culturelles. On peut dès lors se poser la question avec Roger Dehaybe, responsable de notre CGRI : «Entre un projet technologique avec le Japon et une action linguistique avec un partenaire francophone, que choisirons-

nous, dès lors que l'activité francophone n'aura plus rien de spectaculaire et que le projet technologique garantira des résultats immédiats?»¹. Pour que la francophonie puisse espérer survivre sur la scène internationale face à l'anglomanie galopante (ou, sur la scène nationale belge, face à la flamandisation rampante), il faudrait à tout le moins que les responsables francophones qui en

ont les moyens adoptent des politiques volontaristes sur le plan de la promotion et de la diffusion des créations culturelles en langue française.

2. Le deuxième problème est que nombre de francophones tendent aujourd'hui à confondre défense de la francophonie et défense de l'intégrité de la langue française. Ce disant, je pense naturellement à M. Toubon et à son souci

¹ «Quel avenir pour la francophonie ?», in *Français* 2000, 135-136, mars 1993, p. 12.

ET SI LA «FRANCOPHONIE» ÉTAIT D'ABORD UNE
PRIORITÉ ACCORDÉE À
LA CULTURE, UNE
OUVERTURE AUX VARIÉTÉS
DU FRANÇAIS ET
UNE ATTENTION AUX
APPELS DE CEUX QUI
PARTAGENT NOTRE
LANGUE ?

de nettoyer la langue des impuretés anglo-saxonnes qui la pollueraient, mais aussi aux prétendus amoureux du français qui n'ont cessé de dénoncer la pauvreté de la langue des autres (les médias, les jeunes), les barbarismes régionaux, les accents, etc., bref ceux qui croient dur comme fer qu'il existe une langue de référence (et une seule) par rapport à laquelle tous les usages divergents seraient des déviations, voire des signes de décadence.

Or il est bien évident que la francophonie n'existe qu'en tant que mosaïque de variétés lexicales et phonétiques, propres à chacun des lieux où l'on parle français, sans qu'aucun de ces usages ne puisse prétendre (sinon par un coup de force proprement totalitaire) constituer la norme du français standard. Ce qu'on appelle parfois à tort français standard n'est rien d'autre, il faut le rappeler, que l'état provisoire du système linguistique adopté par un microcosme culturel principalement localisé autour de Paris. Et le fait que ce français-là soit aujourd'hui caractérisé par un afflux important de mots d'origine anglaise ne constitue qu'un épiphénomène temporaire qui ne menace en rien l'intégrité d'un système basé bien davantage sur la syntaxe que sur le lexique.

3. Enfin, si elle est une communauté (pluri)culturelle, la francophonie ne devrait-elle pas être aussi, et même avant tout, une communauté où l'on cherche à défendre ensemble les valeurs traditionnellement attachées à la culture de langue française, à savoir la promotion des droits de l'homme et la solidarité envers les peuples les plus démunis ? Il est

impossible à ce propos de ne pas se rappeler que l'expansion francophone dans le monde est largement l'héritière de l'expansion coloniale française et belge, et que les Belges et les Français ont une dette morale à l'égard des pays à qui tant de passé les relie. Une dette que des «sommets francophones» entre chefs d'état roulant en Cadillac ne suffisent nullement à lever, et que des situations comme la récente tragédie rwandaise rendent particulièrement criante. Certes, les Belges et les Français sont intervenus plus que les autres face aux atrocités qui se sont perpétrées au Rwanda; mais maintenant que le pays a changé de régime et se retrouve sans ressource, incapable financièrement de mettre en place un semblant d'organisation sociale démocratique, les grands frères francophones se voilent la face et laissent la situation pourrir (même si un certain frémissement est apparu ces dernières semaines du côté belge). Du coup, voilà un pays traditionnellement francophone qui risque fort de basculer dans le camp anglophone où le poussent ses élites formées en Ouganda, et surtout, voilà un pays du Sud où s'épanouissaient naguère les projets de coopération les plus prometteurs, qui se retrouve abandonné par ses alliés d'hier. Devant une telle situation, il est permis de se demander si le beau principe de solidarité francophone n'est pas en train de devenir le plus sinistre des simulacres.

Alors, tous unis pour la francophonie ? D'accord, si l'on admet que ce concept n'a rien à voir avec l'intégrisme linguistique et n'est rien d'autre qu'un appel à plus d'humanité et de fraternité.

Jean-Louis Dufays ♦